

DEPARTEMENT DE LA LOIRE ATLANTIQUE

COMMUNE DE GETIGNE



Révision n° 2 du plan de zonage d'assainissement EU

NOTICE DE PRESENTATION

RAPPORT

VILLE & TRANSPORT

DIRECTION REGIONALE OUEST

Espace bureaux Sillon de Bretagne
8 avenue des Thébaudières
CS 20232
44815 SAINT HERBLAIN CEDEX

Tel. : 02 28 09 18 00
Fax : 02 40 94 80 99



Ville & Transport
Direction Régionale Ouest
Espace bureaux Sillon de Bretagne
8 avenue des Thébaudières – CS 20232
44815 SAINT HERBLAIN CEDEX

Tél. : 02 28 09 18 00
Fax : 02 40 94 80 99

<div>ARTELIA</div> <div>Ville & Transport Direction Régionale Ouest Espace bureaux Sillon de Bretagne 8 avenue des Thébaudières – CS 20232 44815 SAINT HERBLAIN CEDEX</div> <div>Tél. : 02 28 09 18 00 Fax : 02 40 94 80 99</div>	N° Affaire	4-51-3261				Etabli par	Vérifié par
	Date	MARS 2019				GUILLANTON A.	DESPLANQUE T.
	Indice	A	B				

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	3
2. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE	4
2.1. SITUATION	4
2.2. DEMOGRAPHIE – HABITAT	6
2.2.1. DEMOGRAPHIE	6
2.2.2. HABITAT	6
2.3. URBANISME	6
3. LE MILIEU NATUREL	7
3.1. CONTEXTE GEOLOGIQUE	7
3.2. LE CLIMAT	9
3.3. LE CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE	11
3.3.1. LES USAGES DE L'EAU	15
3.4. ZONES PROTEGEES	15
3.4.1. LES ZONES NATURELLES	15
3.4.2. LES ZONES HUMIDES	17
4. CONTEXTE REGLEMENTAIRE	18
4.1. RAPPELS REGLEMENTAIRE EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT	18
4.2. DIRECTIVE CADRE EUROPEENNE – QUALITE DES MASSES D'EAU	19
4.3. SDAGE LOIRE BRETAGNE	21
4.4. SAGE LA SEVRE NANTAISE	21
4.5. OBLIGATIONS EN MATIERE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	22
4.6. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT ET DOCUMENT D'URBANISME	24
4.7. LA REGLEMENTATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)	24
4.7.1. REGLEMENTATION GENERALE	24
4.7.2. SOL ET PARCELLE	24
4.7.3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	25
4.7.4. RISQUES DE POLLUTION	26
4.7.5. MISE EN CONFORMITE	26
5. SITUATION ACTUELLE EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT	27
5.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	27
5.1.1. AGGLOMERATION DE GETIGNE	27
5.1.2. VILLAGE DE HAUTE - GENTE	28
5.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)	31
5.3. PEDOLOGIE	31
5.4. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT E.U. ACTUEL	32
6. REVISION DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	34
6.1. ELEMENTS TECHNIQUES PRIS EN COMPTE DANS L'ELABORATION OU LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	34
6.2. DESCRIPTION DU NOUVEAU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	36
7. INCIDENCE DE LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LES STATIONS D'EPURATION DE GETIGNE	37

7.1.	SIA EU CUGAND - GETIGNE	37
7.2.	HAUTE GENTE	38
8.	PRESENTATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE	38
8.1.	CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE	38
8.1.1.	GENERALITES	38
8.1.2.	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	39
8.1.3.	ENQUETE PUBLIQUE DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	39
8.2.	DESCRIPTION DE LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE AU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	40
8.3.	DECISION POUVANT ETRE ADOPTEE AU TERME DE L'ENQUETE	41
8.4.	AUTORITE COMPETENTE POUR CONDUIRE ET DECIDER	41
ANNEXE 1	PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EU REVISION N° 1 N° 4-51-3261 – EU1 (Echelle 1/7 500)	42

TABLEAUX

Tabl. 1 -	Evolution de la population sédentaire	6
Tabl. 2 -	Evolution du parc de logements	6
Tabl. 3 -	Etat des masses d'eau/cours d'eau et évolution des objectifs environnementaux assignés aux masses d'eau dans le cadre de la révision du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021	19
Tabl. 4 -	Contrôle des installations d'assainissement non collectif de la Communauté de Communes (exercice 2016)	31

FIGURES

Fig. 1.	Localisation de la Commune de GETIGNE	5
Fig. 2.	Carte géologique	8
Fig. 3.	Rose des vents	10
Fig. 4.	Réseau hydrographique local	12
Fig. 5.	Carte des zones naturelles	16
Fig. 6.	Etat écologique 2013 de la Sèvre Nantaise et ces affluents (eaux de surface)	20
Fig. 7.	Photo aérienne de la station d'épuration du SIA EU CUGAND GETIGNE	28
Fig. 8.	Photo aérienne du secteur assaini de Haute Gente	29
Fig. 9.	Réseaux d'assainissement de la Commune de GETIGNE	30
Fig. 10.	Plan de zonage eaux usées Commune de GETIGNE (2007)	33

1. INTRODUCTION

En application de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération doivent définir après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement leur plan de zonage d'assainissement.

Après étude préalable, ce plan de zonage d'assainissement EU qui doit délimiter :

- 1) Les zones d'assainissement collectif, où la collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- 2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif, où la collectivité est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

Le zonage est soumis à enquête publique avant d'être approuvé par la collectivité. Les prescriptions résultant du zonage doivent être intégrées dans les documents d'urbanisme.

Les études préalables au zonage d'assainissement ont été réalisées en 1998 et 1999 et le rapport de synthèse fut publié en octobre 1999.

Le plan de zonage d'assainissement a pu être révisé en Mars 2007 par SOGREAH consultants.

Ce plan de zonage d'assainissement EU fut arrêté en conseil Municipal le 1/03/2007, puis soumis à enquête publique du 11/06/2007 au 11/07/2007. Après un avis favorable du Commissaire enquêteur, le document fut transmis en préfecture.

Pour la Commune de GETIGNE, la compétence assainissement collectif (AC) des postes de refoulements et de la station d'épuration est confiée au « SIA EU de CUGAND - GETIGNE », la compétence assainissement collectif des réseaux EU gravitaire est Communale et la compétence assainissement des secteurs dédiés à l'assainissement non collectif (ANC) est confié à service SPANC de la Communauté de Communes de Clisson Sèvre et Maine Agglo.

Dans le cadre de la révision du PLU, la Commune de GETIGNE souhaite aujourd'hui réviser son plan de zonage d'assainissement EU afin d'intégrer de nouvelles zones urbanisables.

Cette révision n°2 du zonage d'assainissement EU fait l'objet d'une nouvelle carte de zonage qui devra être soumise à enquête publique.

En effet, l'étude de zonage est soumise à enquête publique comme le précise les articles R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui mentionnent que :

«L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L2224-10 est conduite par le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement.

Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.»

Le présent document constitue la révision n° 2 du plan de zonage d'assainissement eaux usées de la Commune de GETIGNE.

La présente notice comprend :

- un diagnostic de l'état actuel de l'assainissement collectif et autonome,
- des propositions de mise à jour du zonage,
- une évaluation de l'incidence du zonage.

L'étude porte sur l'ensemble des zones urbanisées de la commune, ainsi que sur les zones destinées à l'urbanisation non desservies actuellement par le réseau collectif.

2. CONTEXTE GENERAL DE L'ETUDE

2.1. SITUATION

L'aire d'étude concerne la Commune de GETIGNE située à environ 40 km au Sud-Est de Nantes. La Commune est située en rive droite de la Sèvre-Nantaise. GETIGNE est intégrée aux 16 communes de l'Agglomération de CLISSON SEVRE & MAINE.

La Commune de GETIGNE d'une superficie de 2397 hectares est entourée des Communes suivantes :

- CLISSON au nord-ouest,
- SAINT-CRESPIN-SUR-MOINE au nord,
- SAINT-GERMAIN-SUR-MOINE au nord-est,
- MONTFAUCON-MONTIGNE à l'est,
- BOUSSAY au sud-est,
- CUGAND au sud-ouest.

La carte, page suivante, présente la situation de la Commune et le périmètre de l'aire d'étude.

L'altitude moyenne est d'environ 50 m NGF sur le bourg de la commune à proximité de la départementale D149. Le point bas de la commune est situé sur la Sèvre-Nantaise à environ 15 m NGF.

Le relief de la Commune est ensuite marqué par différents vallons, affluent de la Sèvre-Nantaise.

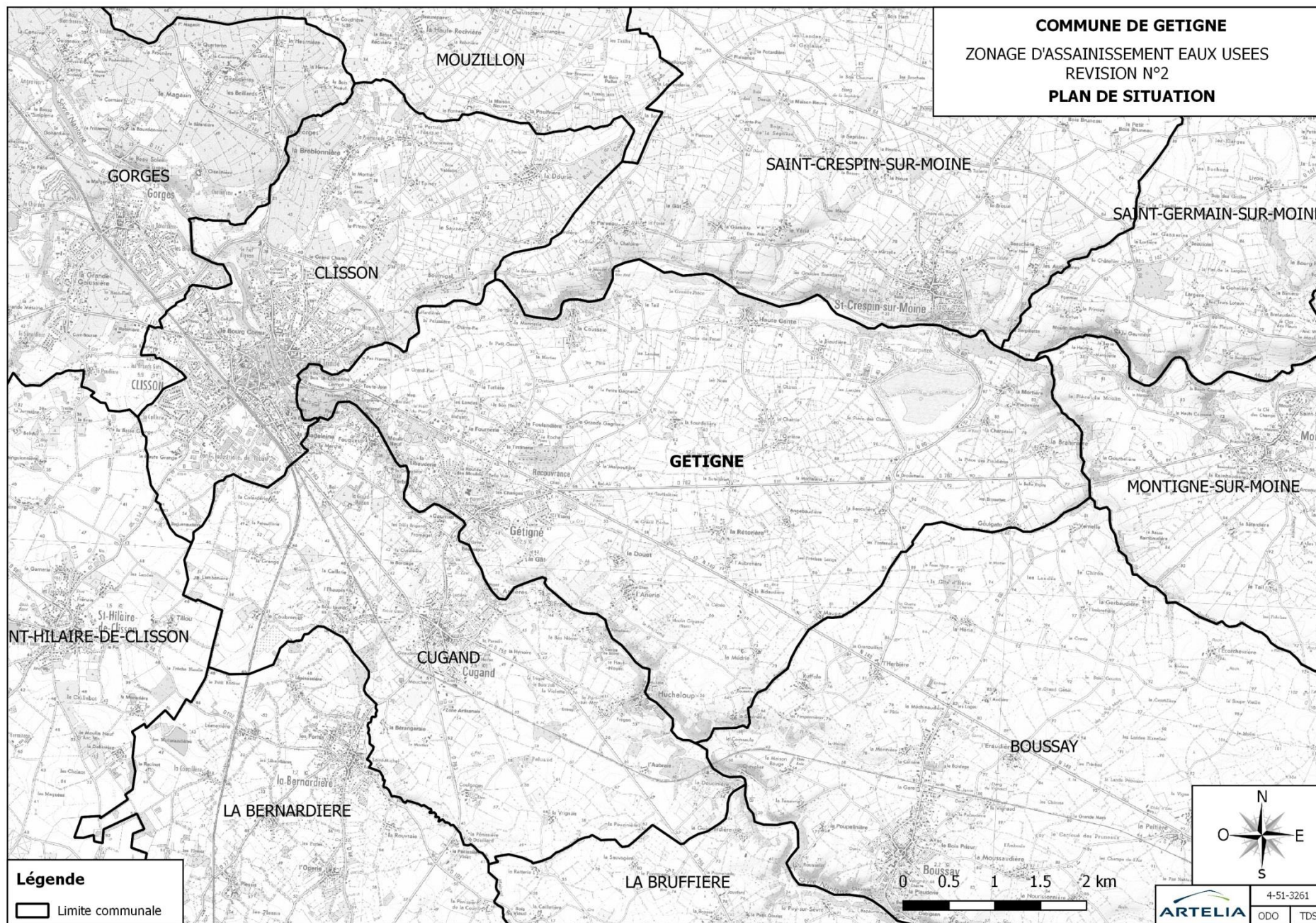


Fig. 1. Localisation de la Commune de GETIGNE

2.2. DEMOGRAPHIE – HABITAT

2.2.1. DEMOGRAPHIE

Le territoire communal s'étend sur 23.97 km², et compte 3 573 habitants sédentaires depuis le dernier recensement partiel de la population (source INSEE 2014), ce qui représente une densité de 62.5 habitants au Km², représentatif d'une commune rurale.

La Commune présente une croissance (période : 1999 – 2012) à environ + 33.3 habitants par an.

Tabl. 1 - Evolution de la population sédentaire

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2014
Population	2 007	2 274	2 749	2 912	3 074	3 397	3 573

2.2.2. HABITAT

Le Parc de logement était en constante augmentation sur la période 1968 – 1999. Sur les treize dernières années (1999 – 2012), on constate une augmentation du parc de logement.

Tabl. 2 - Evolution du parc de logements

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2013
Ensemble	639	752	997	1 078	1 190	1 362	1 486
Résidences principales	533	644	873	977	1 114	1 271	1 378
Résidences secondaires et logements occasionnels	49	56	66	60	41	26	27
Logements vacants	57	52	58	41	34	65	81

Le taux d'occupation des résidences principales est relativement stable à environ 2.6 habitants/logement. Les résidences principales sont majoritaires et représentent 93 % des logements en 2013.

2.3. URBANISME

La Commune de GETIGNE dispose d'un PLU depuis 2007. Ce PLU est en cours de révision. Le PADD établi en Novembre 2017 prévoit +1.2 % an d'augmentation de la population, soit environ 4 500 habitants en 2033. A un horizon +15 ans l'augmentation de la population atteindra 740 habitants correspondant à 410 logements supplémentaires.

3. LE MILIEU NATUREL

3.1. CONTEXTE GEOLOGIQUE

Le territoire communal est occupé par deux formations géologiques principales :

- Granite porphyroïde à deux micas de Clisson (bourg)
- Formation sablo-argileuse à graviers et galets, à sables littoraux (basse Poterie, rue de l'industrie)

Le substrat granitique est localement recouvert par des formations sablo-argileuses ou des limons éoliens.

Le massif granitique occupe la majeure partie du territoire de la Commune.

Les formations argilo-sableuses sont essentiellement localisées sur la partie nord du bourg (au nord du ruisseau du Pont Ligneau).

Le granite est composé de quartz, de feldspath, de plagioclase, de biotite groupée en traînées orientées, associées à des apatites globuleuses, de muscovite en quantité moindre.

Les terrains métamorphiques qui composent en partie le substratum du bassin versant de la Maine aval sont d'origine sédimentaire et éruptive, et se localisent surtout au Nord et au Sud du bassin versant. Ces formations ont été recoupées au Carbonifère (fin du Primaire) par des intrusions de massifs plutoniques, essentiellement des granites, lors de l'orogénèse hercynienne. Celle-ci a donné à l'ensemble du Massif Armoricaïn des directions structurales orientées Est-Ouest, que l'on retrouve sur notre secteur. Le granite occupe la partie centrale et extrême sud-est du bassin versant.

La nature massive du substratum explique l'absence de nappe souterraine importante, et la faiblesse de la réserve utile des sols. En effet, les formations métamorphiques ne présentent que de faibles ressources, et le granite peut comprendre des nappes souterraines sous forme d'aquifères fissurés, mais celles-ci sont rares et insignifiantes. Pour cette raison, il n'y a aucun captage d'eau potable dans le bassin versant.

Conclusion :

La pédologie semble a priori défavorable à l'infiltration des eaux pluviales (granite et sable-argileux sur le bourg). Il peut cependant être intéressant de valoriser les capacités d'infiltration des premières couches pédologiques pour les futurs projets d'urbanisation représentant une emprise au sol importante (Cf. zonage eaux pluviales)

Dans les roches dures et sans perméabilités d'ensembles, l'eau circule à la faveur de fissures. Les ressources en eau sont probables mais distribuées de façon très hétérogène. **La perméabilité du granite est directement liée à sa fracturation.**

Les réseaux d'assainissement posés dans les sols rocheux, sont sujets à des apports importants d'eaux parasites d'infiltration (exemple : rue des coteaux dans le centre bourg) en période de nappe haute et suite à une pluviométrie importantes. **Les tranchés de réseau d'assainissement jouent donc un rôle de drain.**

COMMUNE DE GETIGNE
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX
USEES
CARTE GEOLOGIQUE

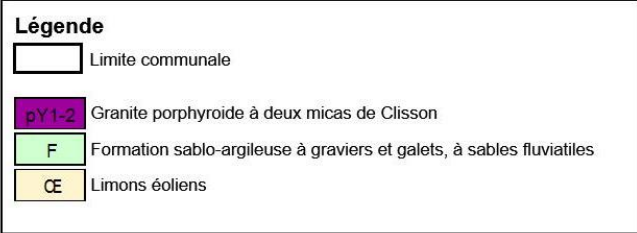


Fig. 2. Carte géologique

3.2. LE CLIMAT

Le contexte climatique, et en particulier le contexte pluviométrique, de la commune peut être appréhendé par la station météorologique locale de Nantes Bouguenais (région Nantaise).

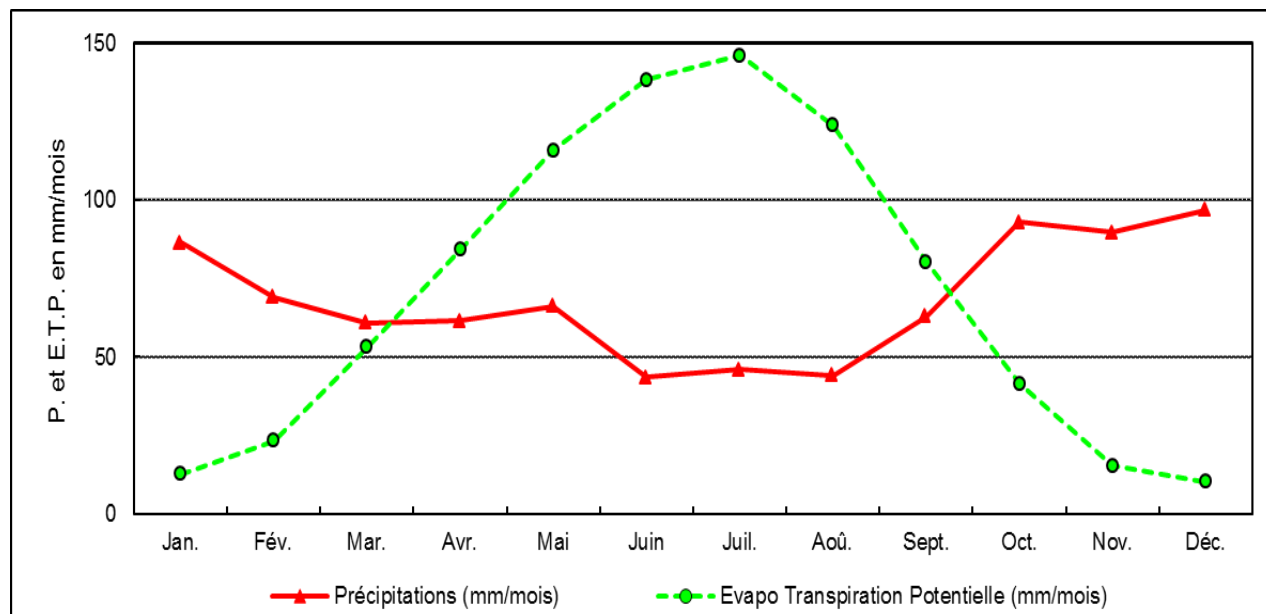
D'après Météo-France, la pluviométrie moyenne à Nantes est de 687 mm/an (moyenne sur la période 1981 à 2010). La répartition s'effectue avec un minimum en juin (43.4 mm) et un maximum en décembre (96.8 mm):

Le bilan hydrique réalisé à partir des données Météo-France sur la période 1981-2010 fait apparaître un déficit hydrique moyen annuel de 24.4 mm sur la période allant de avril à septembre comme l'illustre le tableau suivant :

Paramètres	Unités	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Aoû.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
P.	mm	86.4	69.0	60.9	61.4	66.2	43.4	45.9	44.1	62.9	92.9	89.7	96.8	819.6
E.T.P.	mm	12.6	23.3	53.1	84.2	115.7	138.1	145.9	123.8	80.3	41.4	15.3	10.3	844.0
P. - E.T.P.	mm	73.8	45.7	7.8	-22.8	-49.5	-94.7	-100.0	-79.7	-17.4	51.5	74.4	86.5	-24.4
Jour(s) pluie	-	12.3	10.0	10.1	10.1	10.9	7.2	6.9	6.6	8.0	11.8	12.2	13.0	119.1
" neige	-	1.6	2.1	0.4	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	1.1	5.6
" gel	-	8.2	8.1	3.7	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	3.1	7.6	31.6
" orage	-	0.4	0.3	0.5	1.0	2.8	2.4	2.6	2.6	1.1	1.2	0.7	0.5	16.1

Ce bilan hydrique met clairement en évidence la succession de deux périodes :

- la période de drainage durant laquelle les sols reconstituent leurs réserves hydriques (période variable allant de septembre à novembre), puis durant laquelle les nappes se rechargent (novembre à mars),
- la période de déficit hydrique dure d'avril à août.



L'importance du déficit hydrique explique en partie l'assèchement partiel des cours d'eau et marais durant l'été.

LES VENTS

Le régime des vents donné par les observations à NANTES est présenté par une rose des vents.

Les vents dominants du Ouest et Sud-Ouest sont chargés de pluie.

Les vents fréquents du Nord/Est apportent le froid.

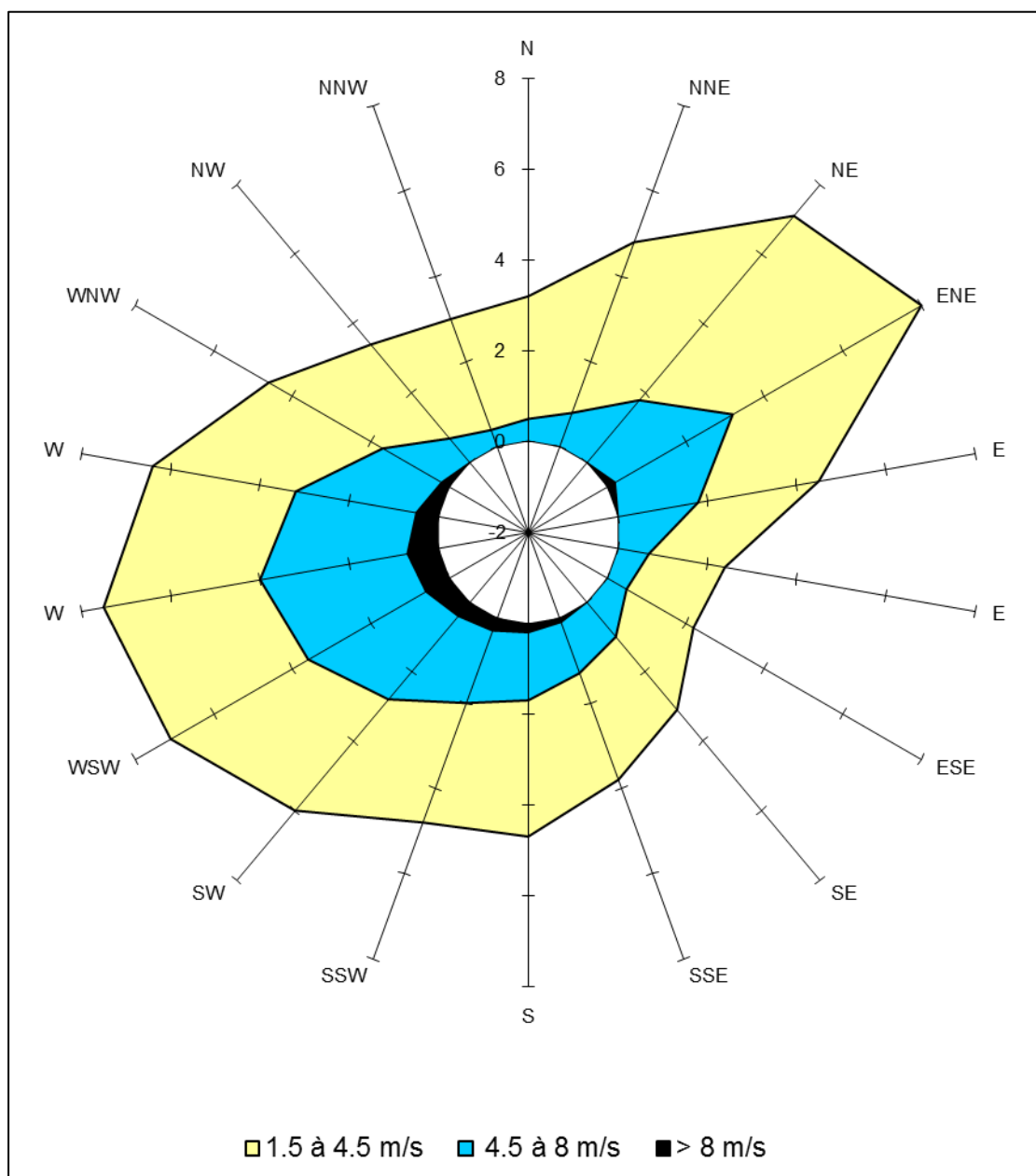


Fig. 3. *Rose des vents*

3.3. LE CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

La Commune est implantée sur le bassin versant de la rivière de **la Sèvre Nantaise** (limite Communale Sud-Ouest).

Le territoire Communale est principalement drainé par la **rivière de la Sèvre Nantaise** et le **ruisseau secondaire de la Moine** (affluent de la Sèvre Nantaise – limite Communale Nord).

La Sèvre-Nantaise et La Moine et ces affluents sont inventoriés dans les couches SIG.

- BD CARTHAGE avec comme données principales :
 - La Sèvre-Nantaise,
 - La Moine.
- Zones Humides avec les deux principaux affluents de la Sèvre-Nantaise situés :
 - Ruisseau du Pont Ligneau traversant le bourg,
 - Ruisseau du Douet s'écoulant au nord du hameau de l'Anerie.

Les données zones humides sont issues des campagnes terrain de la Chambre d'Agriculture réalisés en 2013.

La couche BD CARTHAGE est réalisée à partir de la couche hydrographie de la BD CARTO enrichie par le ministère chargé de l'environnement et les agences de l'Eau avec le découpage du territoire en zones hydrographiques d'une part et la codification de ces zones et du réseau hydrographique d'autre part.

La carte du contexte hydrographique communal est présentée page suivante.

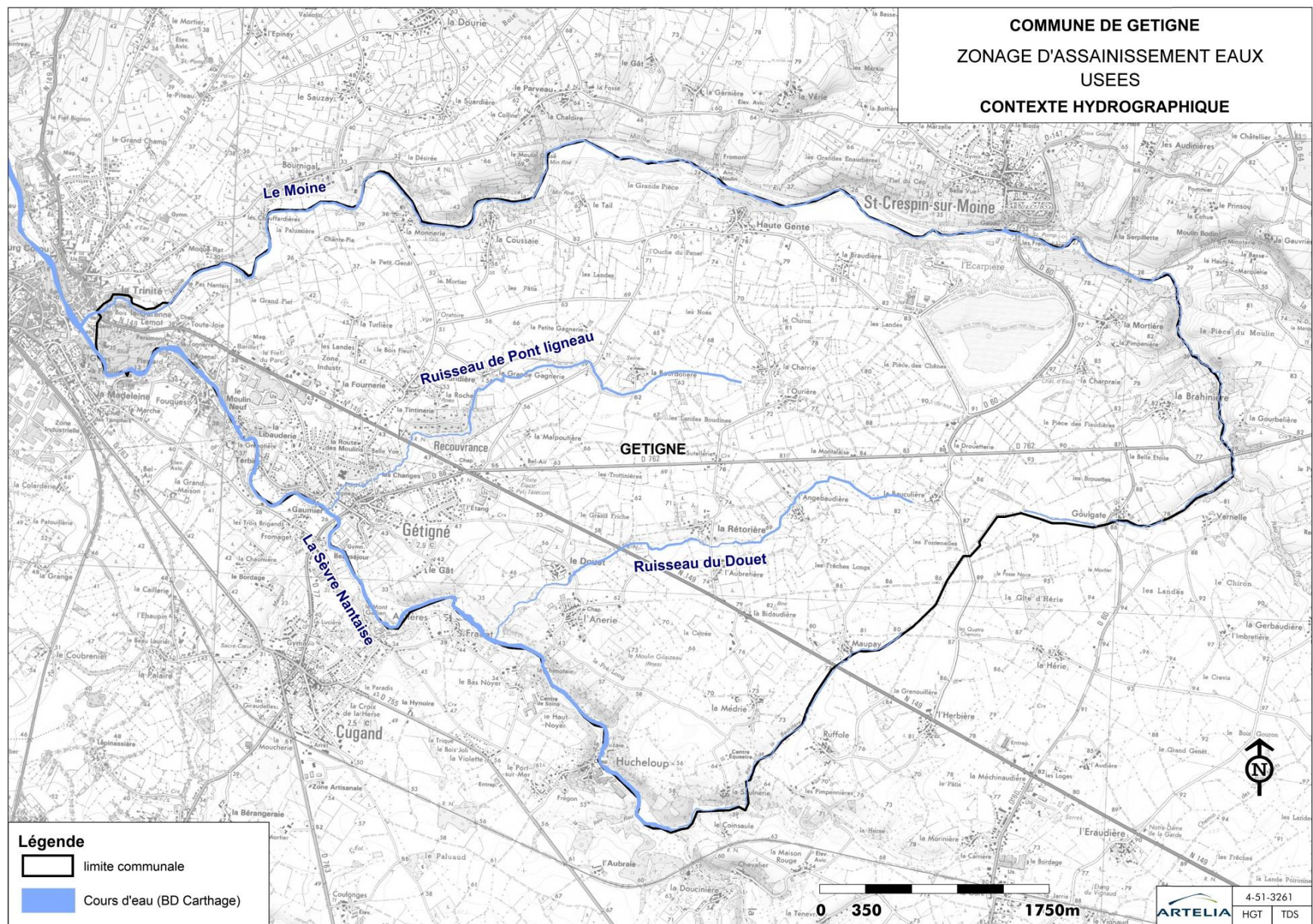


Fig. 4. Réseau hydrographique local

Caractéristiques principales de La Sèvre-Nantaise :

La Sèvre Nantaise prend sa source sur la Commune du BEUGNON (Deux-Sèvres) à 210 m d'altitude. Ces affluents principaux en rive droite sont l'Ouin, la Moine et la Sanguèze, et en rive gauche la Maine. Après un parcours d'environ 170 km, la Sèvre Nantaise rejoint la Loire à hauteur de NANTES (Loire-Atlantique) en aval du barrage de Pont Rousseau à 3 m d'altitude. Sa pente moyenne est de 0,12 %.

Son bassin versant s'étend sur une superficie de l'ordre de 2 500 km² et est orienté Sud-Est / Nord-Ouest.

La Moine, affluent majeur de la Sèvre Nantaise, prend sa source à MAULÉON à 150 m d'altitude. Après un parcours de 70 km environ, elle conflue avec la Sèvre Nantaise au niveau de CLISSON à 10 m d'altitude. Sa pente moyenne est de 0,2 %.

Son bassin versant s'étend sur une superficie de l'ordre de 380 km² et est orienté Est/Ouest.

Débit moyen mensuel :

Le débit moyen mensuel correspond à la moyenne mensuelle des mesures effectuées sur un nombre défini d'années (période d'observation). Il s'exprime en m³/s. Sur le bassin de la Sèvre Nantaise, les variations des débits mensuels au cours de l'année sont classiques pour ce type de bassin versant. Très liées à la pluviométrie saisonnière, elles comportent une période de forts débits (Octobre à Avril) et une période de faibles débits ou étiage (Juin à Septembre).

Module interannuel :

Le module interannuel représente la moyenne des mesures annuelles du débit sur un nombre défini d'années (période d'observation). Il s'exprime en m³/s.

Cette valeur est en elle-même peu significative, en raison des fortes disparités de débit observées sur une année. Cependant, c'est cette valeur, ou plus exactement son dixième (M10) qui a été pris comme référence réglementaire par l'article L432-5 de 1984 du Code de l'Environnement, appelé couramment « Loi Pêche ».

QMNA :

Le QMNA correspond au débit mensuel minimum d'une année donnée.

Le QMNA peut être exprimé avec une période de retour : QMNA-5 (débit mensuel sec de fréquence quinquennale), c'est-à-dire que une année quelconque on a une chance sur cinq pour que le débit mensuel le plus faible de l'année soit inférieur ou égal au QMNA-5.

Le QMNA-5 possède également une valeur réglementaire depuis les décrets d'application de la Loi sur l'Eau (débit de référence pour les autorisations de rejet dans les eaux superficielles).

Débits de la Sèvre Nantaise :

Il existe plusieurs stations de jaugeage sur le bassin versant de la Sèvre Nantaise, dont une localisée dans le Centre de CLISSON.

Au droit de cette station, la superficie du bassin jaugé représente 1 390 km².

La Sèvre Nantaise est un cours d'eau régulé par de nombreux barrages en amont de CLISSON.

Les données fournies par la Banque Hydro de la Sèvre Nantaise à CLISSON¹ sont les suivantes :

Débits d'étiage et interannuel :

- Superficie jaugée au droit de CLISSON 1 390 km²
- Module interannuel 14,9 m³/s
- QMNA-2 ans 1,2 m³/s
- QMNA-5 ans 0,71 m³/s

Le SDAGE Loire-Bretagne de 2010-2015 a fixé pour le SAGE Sèvre Nantaise, les DOE (Débit d'Objectif d'Etiage), DSA (Débit de Seuil d'Alerte) et DCR (Débit d'Etiage de Crise) sur le point nodal situé à VERTOOU (secteur aval).

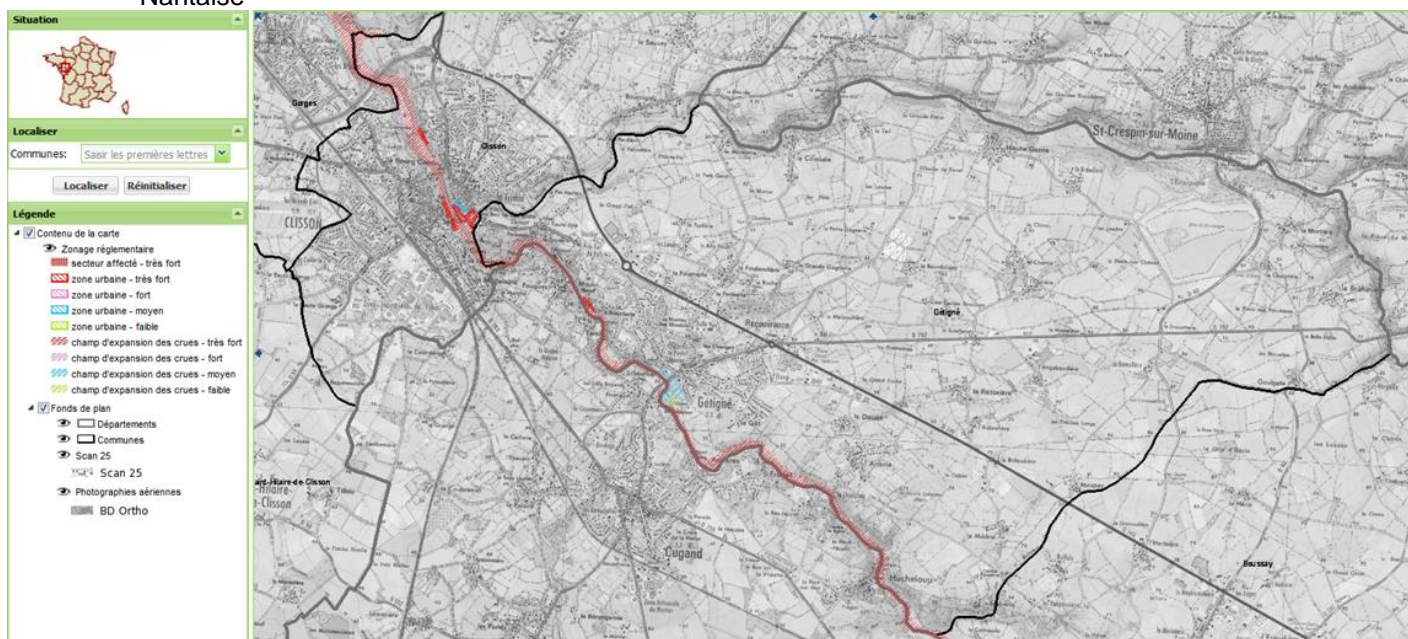
Ces valeurs ont été fixées à :

	DOE	DSA	DCR
Débits (m ³ /s)	0,58	0,25	0,10

- Q₅ 290 m³/s
- Q₁₀ **360 m³/s**
- Q₂₀ 420 m³/s

Les zones inondables :

Les seules zones à risque vis-à-vis de l'aléa d'inondation sont situées à proximité de La Sèvre Nantaise



¹ Station n° M7320420 (période 1994 à 2010).

3.3.1. LES USAGES DE L'EAU

La Sèvre Nantaise est concernée par les usages suivants :

- Prélèvement pour l'agriculture,
- Loisirs (canoë, kayak, ...),
- Pêche.

Sur la Sèvre Nantaise, au droit de CLISSON, on observera que les fonctions « aquaculture » et « abreuvement » sont peu perturbées par la qualité du cours d'eau (classe passable).

Les fonctions « potentialité biologique » et « production d'eau potable » sont quant à eux perturbées (classe mauvaise) pour les Matières Organiques et Oxydables (MOOX).

L'usage « loisirs aquatiques » semble également être fortement perturbé par une très mauvaise qualité de l'eau concernant les micro-organismes.

Les eaux potentiellement utilisées pour l'irrigation sont de bonne, voire très bonne qualité pour les paramètres évalués.

3.3.2. PERIMETRE DE PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

La Commune de GETIGNE ne dispose d'aucun captage ou prise d'eau souterraine sur son territoire, ni de station de prélèvement au fil de l'eau destinée à l'alimentation en eau potable.

3.4. ZONES PROTEGEES

3.4.1. LES ZONES NATURELLES

Les zones naturelles classées situées sur la commune sont les suivantes :

* **ESPACE PROTEGE PARTICULIER – ZNIEFF TYPE I**

-	Non concerné
---	--------------

* **ESPACE PROTEGE PARTICULIER – ZNIEFF TYPE II**

520616315	Vallée de la Sèvre Nantaise de Cugand à Tiffauges
520013077	Vallée de la Sèvre Nantaise de Nantes à Clisson
520004458	Vallée de la Moine

* **SITE D'INTERET COMMUNAUTAIRE (NATURA 2000)**

-	Non concerné
---	--------------

Les zones inventoriées comme ZNIEFF II sont principalement celles des vallées de la Sèvre-Nantaise.



Cette vallée pittoresque est constituée majoritairement de prairies inondables bordées de coteaux boisés aux pentes abruptes par endroit.

Cette vallée abrite d'intéressants groupements végétaux constitués d'une flore pré-vernale en particulier, riche et variée comprenant une cinquantaine d'espèces rares et/ou protégées.

L'intérêt faunistique de cette zone est également non négligeable avec la présence de plus d'une trentaine d'espèces protégées, rares et/ou menacées, d'oiseaux, de reptiles et de poissons.

L'évolution de ce secteur est tributaire notamment des rejets de substances polluantes dans les eaux, de la création de plans d'eau et de la modification du fonctionnement hydraulique.

La prise en compte des ZNIEFF ne confère aucune protection réglementaire, toutefois leur présence marque l'intégration nécessaire des enjeux d'environnement dans un projet d'aménagement.

La carte suivante présente les différents espaces naturels remarquables de la commune :

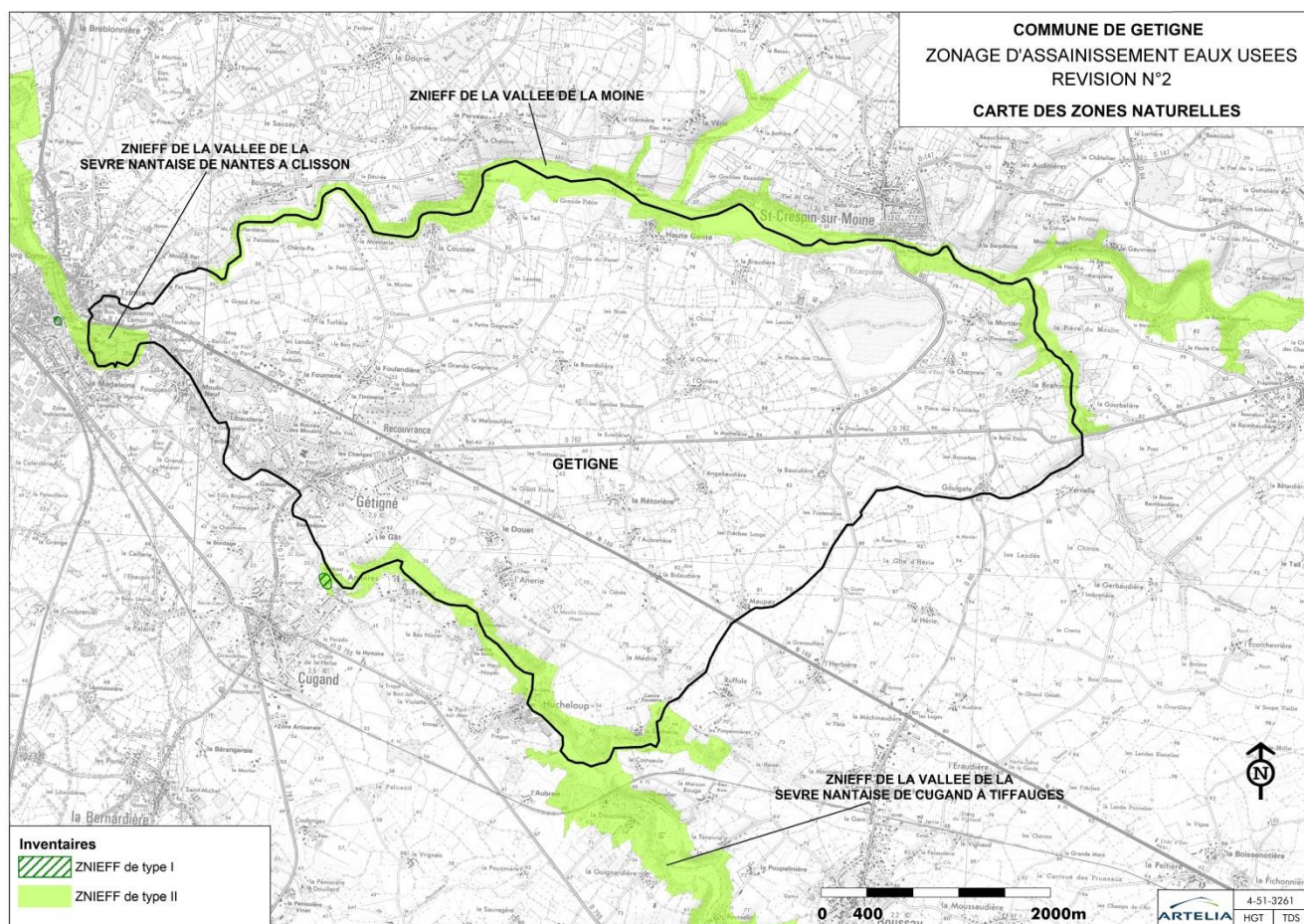


Fig. 5. Carte des zones naturelles

3.4.2. LES ZONES HUMIDES

Le classement en zone humide suit les dispositions de l'arrêté du 1er octobre 2009. Ces espaces seront des zones préservées de toute construction. Les zones identifiées doivent faire l'objet d'un classement de protection dans le P.L.U. (NZH et AZh).

Le règlement du PLU doit à minima respecter les prescriptions particulières concernant l'interdiction des affouillements, d'exhaussement du sol, de drainage et bien évidemment de construction.

Engagé par le Conseil municipal en décembre 2011, le Diagnostic Environnemental Communal qui participe à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de l'eau, est arrivé à son terme en 2013. Les techniciens de la Chambre d'Agriculture se sont en effet rendus sur le territoire communal pour recenser les zones humides et les haies présentes sur la commune.

Au total, ce sont 176 zones humides ou plans d'eau et mares qui ont été identifiés, soit une surface de 89 ha.

Concernant les haies, la commune compte un linéaire total de 129 km (soit 166 m/ha de surface agricole, plus de deux fois la moyenne départementale) parmi lesquels ont été classés 41,1 km de « haies primordiales ». Sur ce linéaire, et pour prendre en compte leurs fonctions, ces éléments ont été consignés sur des cartes qui ont été validées par le Conseil et seront annexées au Plan Local d'Urbanisme.

Critères d'identification :

- d'une zone humide
 - Sol hydromorphe
 - Présence de plantes hygrophiles
 - Critères pédologiques (oxydation à 20 cm de profondeur)
- de haies primordiales
 - -Haies perpendiculaires à la pente des terrains (pente supérieure à 3 %)
 - -Rôles de ralentissement de l'eau (limitation de l'érosion et filtration).

4. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

4.1. RAPPELS REGLEMENTAIRE EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT

Le tableau suivant résume les principaux éléments de la législation en matière d'assainissement des eaux usées :

<i>DIRECTIVE EUROPEENNE DU 21/05/91</i>	<i>RELATIVE AU TRAITEMENT DES EAUX RESIDUAIRES URBAINES.</i>
Loi sur l'Eau N° 2006-1172 du 30/12/06	Visé à assurer notamment : <ul style="list-style-type: none">• la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides,• le développement et la protection de la ressource en eau.
Décret du 11 Septembre 2007	Concerne les redevances d'assainissement et le régime exceptionnel de tarification forfaitaire de l'eau. Modifie le Code Général des Collectivités Territoriales.
Circulaire du 15 Février 2008	Concerne la collecte, le transport et le traitement des eaux usées.
Arrêtés du 7 mars 2012, du 27 avril 2012, et du 3 décembre 2010, relatifs à l'assainissement non collectif	Fixent : <ul style="list-style-type: none">• les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif recevant une charge brute inférieure à 1.2 kg de DBO₅/j.• les modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif• les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières pompées.
Arrêté du 21 Juillet 2015	Définit les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte, de transport et de traitement des eaux usées.
D.T.U. 64-1 d'août 2013	Définit les règles de l'art pour la mise en œuvre des ouvrages d'assainissement autonome.

4.2. DIRECTIVE CADRE EUROPEENNE – QUALITE DES MASSES D'EAU

La directive cadre sur l'Eau (200/60/CE) du 23/10/2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, fixe des objectifs de résultats en termes de qualité écologique et chimique des eaux pour les états membres.

Cette caractérisation de l'état des masses d'eau a été réalisée dans le cadre de l'état des lieux du bassin Loire Bretagne et a été affinée dans le cadre de la deuxième étape de la mise en œuvre de la DCE, à savoir la définition du programme d'action.

La Commune de GETIGNE est couverte par les masses d'eau suivantes :

- FRGR0544 : La Sèvre Nantaise depuis Mallievre jusqu'à la confluence avec la Moine,
- FRGG0545 : La Sèvre Nantaise depuis la confluence avec la Moine jusqu'à la confluence avec la Loire
- FRGR0547b : La Moine et ses affluents du complexe de Moulin Ribou jusqu'à la confluence avec la Sèvre Nantaise.

L'état et les objectifs pour ces masses d'eau sont les suivantes :

Tabl. 3 - Etat des masses d'eau/cours d'eau et évolution des objectifs environnementaux assignés aux masses d'eau dans le cadre de la révision du SDAGE Loire Bretagne 2016-2021

MASSE D'EAU			caractéristique		MASSE D'EAU : ETAT ECOLOGIQUE					ETAT BIOLOGIE indicateurs (classe d'état)					OBJECTIF			
code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Cours d'eau	Type de la masse d'eau	Type_FR de la masse d'eau	Etat Ecologique validé	Niveau de confiance validé	Etat Biologique	Etat physico-chimie générale	Etat Polluants spécifiques	IBD	IBG pertinent ou non/cas MEFM/MEA	IBGA pertinent ou non/cas MEFM/MEA	IBMR pertinent ou non/cas MEFM/MEA	IPR pertinent ou non/cas MEFM/MEA	Objectif écologique	Délai écologique	Objectif chimique	Délai chimique
					Codes utilisés pour les colonnes avec des éléments de qualité de l'état écologique (état écologique, IBD, IBGN, IPR, Physico-chimiques généraux, ...) : Etat écologique = 1 : très bon état ; 2 : bon état ; 3 : moyen, 4 : médiocre ; 5 : mauvais ; U : inconnu /pas d'information ; NQ : non qualifié colonnes Niveau de confiance = 1 : faible ; 2 : moyen ; 3 : élevé ; 0 Non qualifié ; U : inconnu /pas d'information													
~		~	~	~						~	~	~	~	~	~	~	~	~
FRGR0544	LA SEVRE NANTAISE DEPUIS MALLIEVRE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA MOINE	SEVRE NANTAISE	Naturelle	M12-A	4	3	4	4		3		3	3	4	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND
FRGR0545	LA SEVRE NANTAISE DEPUIS LA CONFLUENCE DE LA MOINE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE	SEVRE NANTAISE	Naturelle	G12	3	3	3	3		3		3	3	3	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND
FRGR0547b	LA MOINE ET SES AFFLUENTS DU COMPLEXE DE MOULIN RIBOU JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA SEVRE NANTAISE	MOINE	Naturelle	P12-A	5	3	5	3	2	3	3		3	5	Bon Etat	2027	Bon Etat	ND

La qualité biologique et physico-chimique des eaux de la Sèvre est principalement de qualité moyenne à médiocre. Sur la Moine en revanche, la qualité est médiocre. **Cette qualité est donc insuffisante avec un objectif de bonne qualité à atteindre en 2027.**

Bassin Loire-Bretagne

SAGE Sèvre Nantaise

Etat écologique 2013 des eaux de surface

Cours d'eau (données 2011 à 2013)
Plans d'eau (données 2008 à 2013)
Eaux littorales (données 2011 à 2013)

Etat ou potentiel écologique et niveau de confiance de l'état

Cours d'eau

Etat	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Niveau de confiance de l'état
	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Élevé
	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Moyen
	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Faible

Plans d'eau, estuaires et eaux côtières

Niveau de confiance de l'état	Etat ou potentiel écologique
Élevé (É)	Très bon (bleu)
Moyen (M)	Bon (vert)
Faible (f)	Moyen (jaune)
	Médiocre (orange)
	Mauvais (rouge)
	Information non disponible (gris)

MEFM MEA	MEFM MEA
MEN	Masse d'eau surfacique

Echéances des objectifs

2015	2021	2027
objectif moins strict		
villes principales		
SAGE		

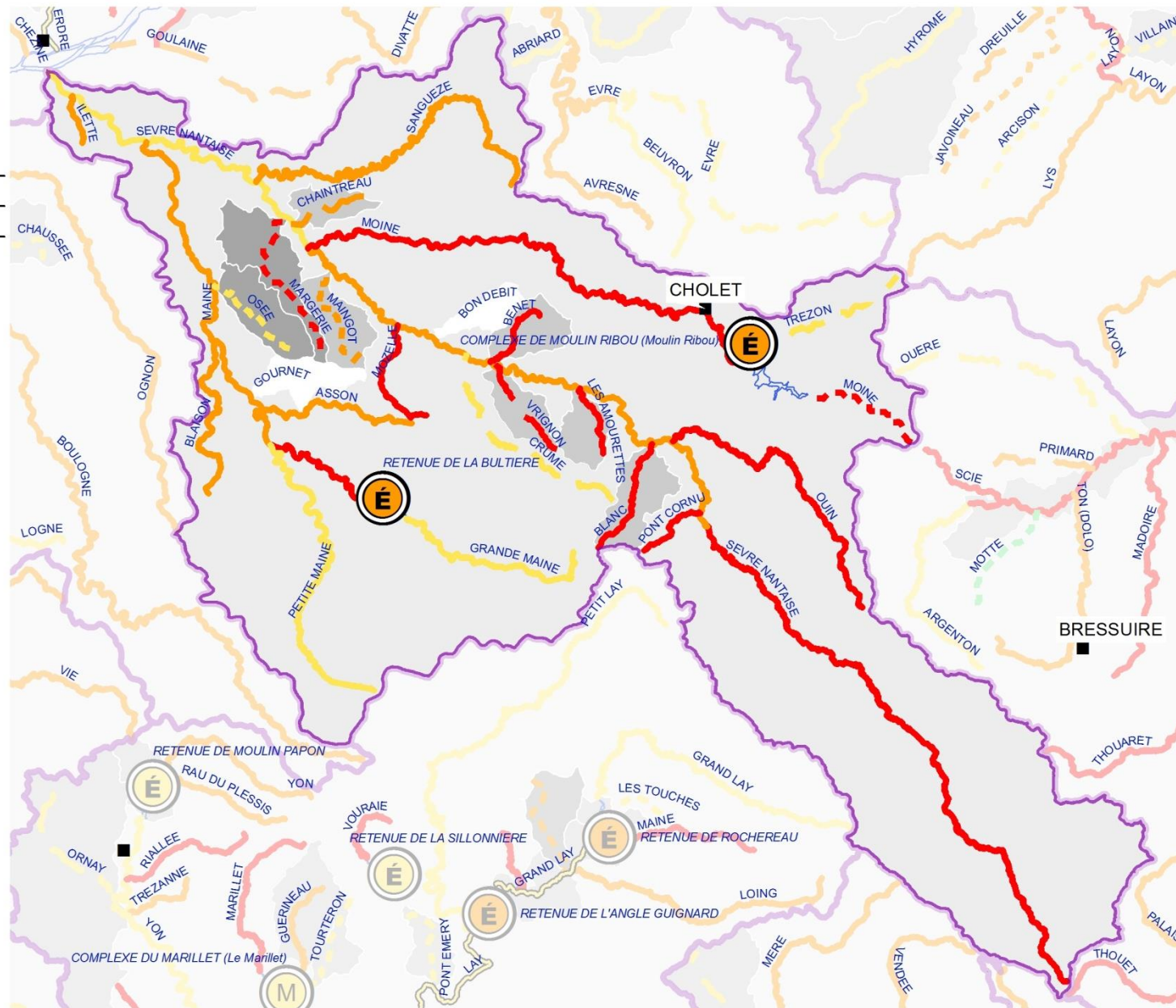


Fig. 6. Etat écologique 2013 de la Sèvre Nantaise et ces affluents (eaux de surface)

4.3. SDAGE LOIRE BRETAGNE

Le SDAGE, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux est un outil de planification concertée de la politique de l'eau qui fixe des objectifs, des échéances, des orientations et des dispositions à caractère juridique pour parvenir à reconquérir la qualité de l'eau sur le bassin Loire Bretagne.

Il est élaboré par le comité de bassin. Après son adoption, il entre en vigueur pour 6 ans. Il fait ensuite l'objet d'une révision pour prendre en compte l'évolution de l'état des eaux et les évolutions de contexte.

Un programme de mesures et des documents d'accompagnement sont associés au SDAGE. Le SDAGE Loire Bretagne 2016-2021 a été approuvé par le comité de bassin du 4 novembre 2015 et entériné par arrêté préfectoral du 18 novembre 2015.

Parmi les préconisations du SDAGE concernant l'assainissement, on retiendra :

- **poursuivre la réduction des rejets directs de phosphore** : concentration moyenne annuelle de 1 mg/l pour les installations de capacité supérieure à 10 000 EH,
- **développer la métrologie des réseaux d'assainissement** : Les agglomérations de plus de 10000 EH doivent s'orienter vers la mise en place d'un diagnostic permanent; les points singuliers du réseau et en particulier tous les trop-pleins et déversoirs d'orage doivent faire l'objet de mesures en continu adaptées,
- **améliorer le transfert des eaux usées vers les stations d'épuration** : Les systèmes d'assainissement supérieurs ou égaux à 2 000 EH limitent les déversements directs vers le milieu récepteur aux valeurs indiquées dans l'arrêté du 21 juillet 2015.

De plus, si le respect des objectifs environnementaux ou sanitaires le nécessite, et pour les systèmes d'assainissement contribuant significativement à la dégradation, les objectifs de non déversement par temps de pluie sont renforcés :

- réseaux unitaires : les déversements ne doivent pas dépasser 20 jours calendaires par an ;
- réseaux séparatifs : les déversements doivent être exceptionnels et ne pas dépasser 2 jours calendaires par an.

4.4. SAGE LA SEVRE NANTAISE

Depuis 2015, date de la publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, le SAGE du Bassin versant de la Sèvre Nantaise est opposable.

Le diagnostic du bassin versant, établi dans le cadre de l'élaboration du SAGE, a permis à la CLE de fixer les objectifs du SAGE :

- objectif n°1 : Amélioration de la qualité de l'eau,
- objectif n°2 : Gestion quantitative de la ressource en eau superficielles,
- objectif n°3 : Réduction du risque d'inondation,
- objectif n°4 : Amélioration de la qualité des milieux aquatiques,

- objectif n°5 : Valorisation de la ressource et des milieux aquatiques,
- objectif n°6 : Organisation et mise en œuvre.

Au-delà des objectifs de bon état fixés pour les différentes masses d'eau par la Directive cadre sur l'Eau et par le SDAGE Loire Bretagne, la commission locale de l'eau définit pour les nitrates, un objectif de 50 mg/l à respecter 100 % du temps à un horizon 2015 et un objectif de 25 mg/l à respecter 90 % du temps à un horizon 2021.

Ces objectifs ont été traduits en différentes dispositions et règles dont certaines concernent la présente mission :

L'orientation QE3 concerne l'assainissement collectif et l'assainissement non-collectif : elle impose aux Collectivités d'améliorer l'assainissement:

- Disposition n°7 : Intégrer en amont des projets d'urbanisation les capacités réelles d'assainissement et les capacités du milieu récepteur,
- Disposition n°8 : Coordonner les politiques d'assainissement,
- Disposition n°9 : Améliorer le contrôle et les réhabilitations des installations d'assainissement non-collectif,
- Disposition n°10 : **Améliorer le contrôle de l'assainissement collectif** :
 - Chaque Collectivité, doit actualiser ou réaliser son schéma directeur d'assainissement (moins de 10 ans),
 - Les Collectivités doivent réhabiliter leurs réseaux EU et remettre en conformité les branchements identifiés défectueux, ces travaux sont à débiter dans les 2 ans après la réalisation du schéma directeur,
 - Les Collectivités doivent transmettre chaque année à la Commission Locale de l'Eau le bilan des travaux réalisés,
- Disposition n°11 : **Maitriser les rejets en période d'étiage**
 - Sur les sous-bassins versants sensibles aux altérations « matières organiques » et « matières phosphorées » : PETITE MAINE, GRANDE MAINE, MAINE AVAL et SANGUEZE les nouveaux projets d'assainissement instruits au titre de la loi sur l'eau, ou les renouvellements d'autorisation de rejet prévoient des solutions alternatives pour éviter l'impact des rejets directs en période d'étiage,
- Disposition n°12 : Communiquer sur la redevance raccordement

Conformément à l'article L.1331.8 du code de la santé publique, les collectivités peuvent majorer (au maximum doubler) la part du prix de l'eau lié à l'assainissement en cas de raccordement diagnostiqué non-conforme à l'issue du délai fixé au propriétaire pour le réhabiliter ou en cas de refus de visite de contrôle,

4.5. OBLIGATIONS EN MATIERE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 impose aux communes de définir, après étude préalable, un zonage d'assainissement qui doit délimiter les zones d'assainissement collectif, les zones d'assainissement non collectif et le zonage pluvial. Le zonage d'assainissement définit le mode d'assainissement le mieux adapté à chaque zone.

Selon cet article, les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- | | |
|----|---|
| 1° | Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées, |
| 2° | Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif, |
| 3° | Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, |
| 4° | Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. |

La commune de GETIGNE dispose de la compétence assainissement sur son territoire.

Elle assure donc la révision du zonage d'assainissement EU de son territoire et le soumet à enquête publique, conformément à l'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales:

«L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par [...] le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement».

4.6. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT ET DOCUMENT D'URBANISME

Le zonage d'assainissement doit être cohérent avec la carte communale, la constructibilité des zones non raccordables à un réseau étant conditionnée par la faisabilité de l'assainissement autonome sur un plan technique et financier.

Une fois adoptées, les dispositions du zonage d'assainissement doivent être rendues opposables aux tiers.

4.7. LA REGLEMENTATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

4.7.1. REGLEMENTATION GENERALE

La réglementation en vigueur pour l'assainissement non collectif est détaillée par l'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 07 Mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ (soit 20 équivalents habitants).

De plus l'arrêté du 21 juillet 2015 (relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅) fixe les prescriptions techniques pour les installations supérieures à 20 E.H.

4.7.2. SOL ET PARCELLE

Selon l'Arrêté du 7 septembre 2009, section 2, article 6 :

Les eaux usées domestiques sont traitées par le sol en place au niveau de la parcelle de l'immeuble, au plus près de leur production, selon les règles de l'art, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) la surface de la parcelle d'implantation est suffisante pour permettre le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif,
- b) la parcelle ne se trouve pas en terrain inondable, sauf de manière exceptionnelle,
- c) la pente du terrain est adaptée,
- d) l'ensemble des caractéristiques du sol doivent le rendre apte à assurer le traitement et à éviter notamment toute stagnation ou déversement en surface des eaux usées prétraitées ; en particulier, sa perméabilité doit être comprise entre 15 et 500 mm/h sur une épaisseur supérieure ou égale à 0,70 m,
- e) l'absence d'un toit de nappe aquifère, hors niveau exceptionnel de hautes eaux, est vérifiée à moins d'un mètre du fond de fouille.

Dans le cas où le sol en place ne permet pas de respecter les conditions mentionnées aux points « b » à « e » ci-dessus, peuvent être installés les dispositifs de traitement agréés par le Ministère de l'Environnement et le Ministère de la Santé après publication au Journal Officiel.

4.7.3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

L'arrêté du 7 septembre 2009 définit l'assainissement non-collectif (ANC) comme «tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement».

Afin d'être conformes réglementairement, les systèmes doivent permettre le traitement de l'ensemble des eaux usées issues de l'habitation : eaux vannes (EV, issues des WC) et eaux ménagères (EM, issues des salles de bains, cuisine, buanderie, etc.) par épuration et infiltration dans le sol ou dans le milieu hydrographique superficiel. Le DTU 64.1 de d'août 2013 est utilisé comme référence.

Les filières conformes sont les suivantes :

- EV + EM → fosse toutes eaux → traitement

Notons que la conformité réglementaire d'une installation n'est pas garante de son bon fonctionnement, ni de l'absence de pollution : une mauvaise adaptation du traitement vis-à-vis du sol ne permet pas au système de jouer son rôle épurateur.

Les principaux systèmes de traitement existants sont les suivants :

- épandage par tranchées d'infiltration ou lit d'infiltration,
- tertre d'infiltration hors-sol ou en terrain pentu,
- filtre à sable vertical non drainé,
- filtre à sable vertical drainé,
- filière compacte (massif de zéolite).

Le principe de ces quatre derniers systèmes de traitement est le même : il s'agit d'apporter un matériau granulaire assurant l'épuration des eaux usées.

Pour les parcelles trop exigües pour recevoir un filtre à sable, il existe des filières agréées nécessitant moins de place ; celles-ci figurent au Journal Officiel, ainsi que sur le site du ministère de l'écologie : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/agrement-des-dispositifs-de-traitement-r92.html>

L'évacuation des eaux usées traitées doit se faire par le sol si les caractéristiques de perméabilité le permettent.

Si l'évacuation par le sol n'est pas techniquement envisageable, les eaux usées traitées sont soit réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle (sauf irrigation de végétaux destinées à la consommation humaine), soit drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu, sous condition d'une étude particulière réalisée par un bureau d'étude.

Il est rappelé que les rejets d'eaux usées même traitées sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

Si aucune des solutions n'est techniquement envisageable, le rejet des eaux usées traitées peut se faire par **puits d'infiltration**, sous réserve de respecter les caractéristiques techniques notamment de perméabilité et conditions de mise en œuvre, et d'**être autorisé par la commune sur la base d'une étude hydrogéologique.**

4.7.4. RISQUES DE POLLUTION

Selon l'arrêté du 7 septembre 2009, les installations d'ANC ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles, particulièrement celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied, la cressiculture ou la baignade.

De même, **l'implantation** d'une installation d'assainissement non collectif telle que définie à l'article 1^{er} **est interdite à moins de 35 mètres d'un captage** déclaré d'eau destinée à la consommation humaine.

4.7.5. MISE EN CONFORMITE

2 arrêtés récents ont été pris en application de la loi du 12 juillet 2010, dite Loi Grenelle 2. Les arrêtés du 7 mars 2012 et du 27 avril 2012 sont entrées en vigueur au 1er juillet 2012.

Ces arrêtés reposent sur trois logiques :

- mettre en place des installations neuves de qualité et conformes à la réglementation,
- réhabiliter prioritairement les installations existantes qui présentent un danger pour la santé des personnes ou un risque avéré de pollution pour l'environnement,
- s'appuyer sur les ventes pour accélérer le rythme de réhabilitation des installations existantes.

Ainsi, pour le contrôle des installations d'assainissement non collectif, les modalités de contrôle des SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) sont précisées, en particulier les critères d'évaluation des risques avérés de pollution de l'environnement et de danger pour la santé des personnes.

La nature et les délais de réalisation des travaux pour réhabiliter les installations existantes sont déterminés en fonction de ces risques.

Pour les installations existantes, en cas de non-conformité, l'obligation de réalisation de travaux est accompagnée de délais :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">• un an maximum en cas de vente,• quatre ans maximum si l'installation présente des risques avérés de pollution de l'environnement ou des dangers pour la santé des personnes. |
|--|

5. SITUATION ACTUELLE EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT

5.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1.1. AGGLOMERATION DE GETIGNE

Les réseaux d'assainissement EU de GETIGNE se compose en plusieurs bassins de collecte en raison d'une topographie défavorable et de l'étendue des réseaux.

En 2016, ces réseaux d'assainissement EU comptent au total 1 350 branchements, ses principales caractéristiques sont les suivantes :

- type : séparatif,
- Postes de refoulement : 9 (PR Général, Coussaie, Barillet, Gatz, Le Pré du Gatz, Moulin Neuf, Terbin, Recouvrance et Annerie),
- Trop-plein : Amont PR Général et PR Barillet,
- Bâche de sécurité : PR Annerie (15 m³)
- linéaire réseau gravitaire : 24 km,
- linéaire refoulement : 3.5 km,
- station d'épuration (SIA EU de CUGAND – GETIGNE) : 5 000 EH (300 kg DBO5/j), 1 080 m³/j (+300 m³ de bassin tampon) de type boues activées avec traitement de l'azote et du phosphore, mise en service en juillet 1983 – extension en 2005).

Les eaux traitées de la station d'épuration sont rejetées dans la Sèvre Nantaise.

L'entretien et l'exploitation des postes de refoulement et la station d'épuration est assuré par la SAUR (contrat d'affermage). Le réseau d'assainissement étant exploité par la Commune de GETIGNE

Une étude diagnostic-schéma directeur d'assainissement EU a été réalisée en 2015 et 2016. Les principales propositions d'aménagements seront pour la Commune de GETIGNE :

- Mise en place d'équipements de métrologie permanents et de fiabilisation du réseau de transfert,
- Programme de réhabilitation des réseaux EU non étanche et dégradés par l'H2S (réduction des apports d'eaux parasites d'infiltration),
- Programme de lutte contre les apports d'eaux pluviales (contrôles au colorant, tests à la fumée)
- Lutte contre la fermentation dans les réseaux EU,
- Renforcement du réseau de transfert et bâche tampon,
- Extension de la station d'épuration ou construction d'une nouvelle station pour la Commune de GETIGNE et conservation de la station existante pour la Commune de CUGAND.



Fig. 7. Photo aérienne de la station d'épuration du SIA EU CUGAND GETIGNE

5.1.2. VILLAGE DE HAUTE - GENTE

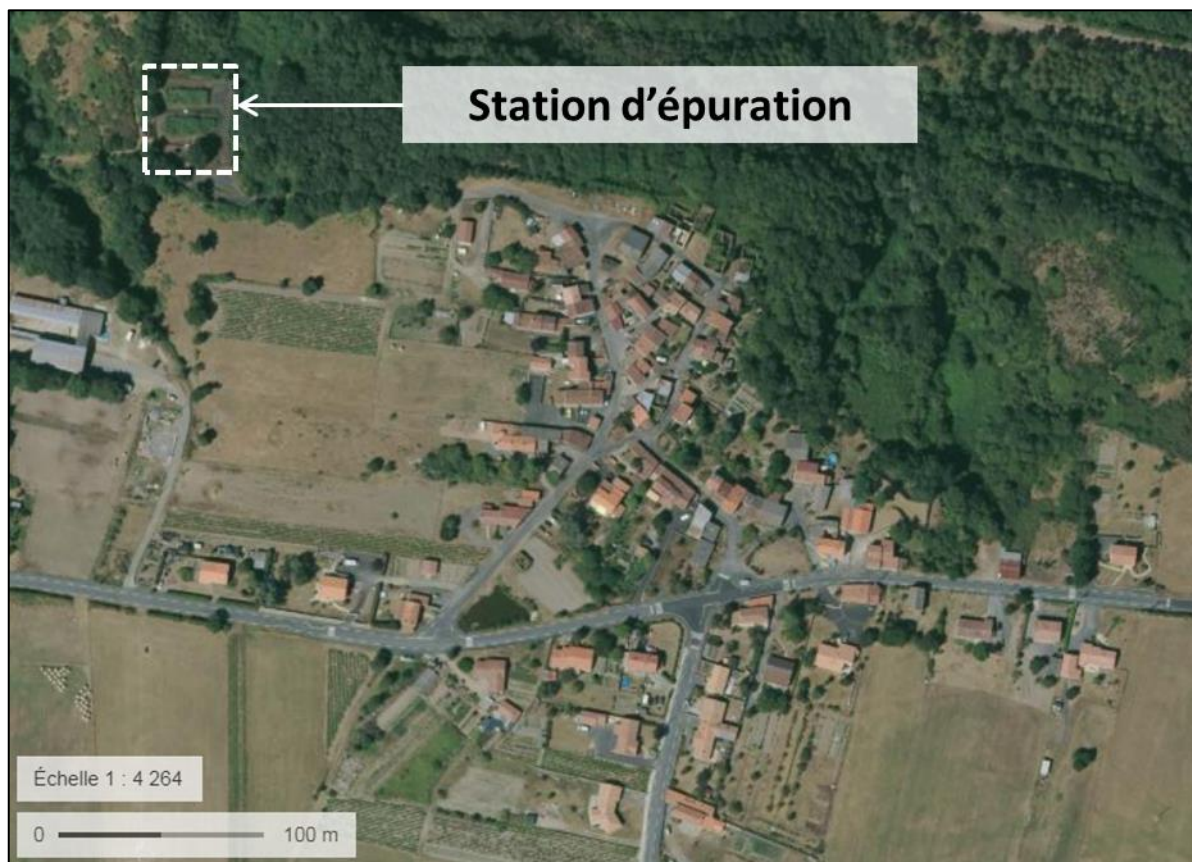
Le village de Haute-gente est équipé d'un réseau d'assainissement EU dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- type : séparatif,
- Postes de refoulement : 1 (rue du Coteau),
- Nombre de branchements : 30 u,
- linéaire réseau gravitaire : 815 ml,
- linéaire refoulement : 115 ml,
- station d'épuration : 100 EH (6 kg DBO5/j), 15 m³/j de type filtres plantés de roseaux (2 étages), mise en service en 2007.

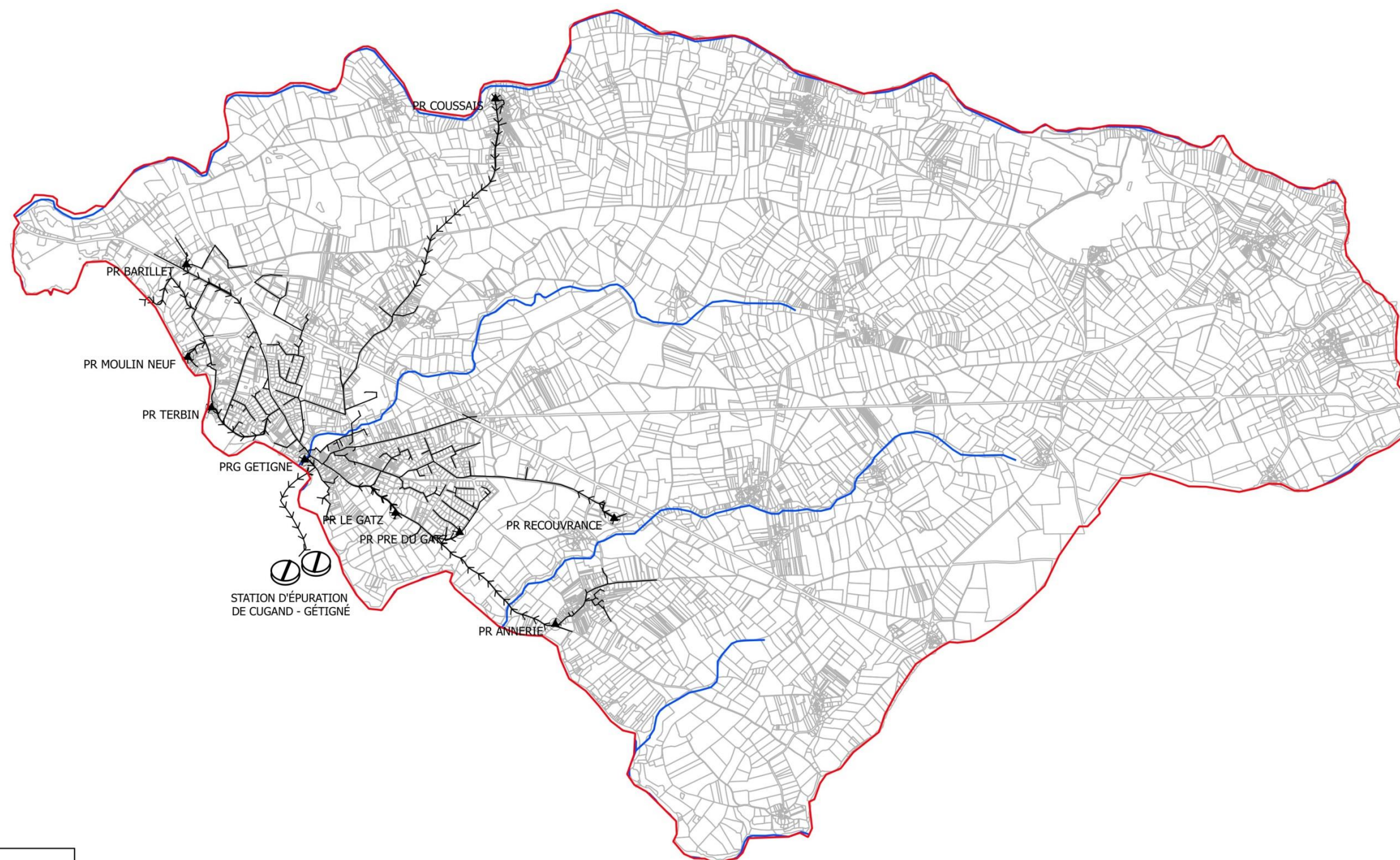
Les eaux traitées de la station d'épuration sont rejetées dans la Moine, affluent de la Sèvre Nantaise.

L'entretien et l'exploitation des postes de refoulement et la station d'épuration est assuré par la SAUR (contrat d'affermage). Le réseau d'assainissement étant exploité par la Commune de GETIGNE.

Fig. 8. *Photo aérienne du secteur assaini de Haute Gente*



Le plan des réseaux eaux usées de la commune est présenté page suivante.



Légende

- Limite communale
- Collecteur eaux usées
- Conduite de refoulement
- Poste de refoulement
- Station d'épuration

0 0.5 1 1.5 2 km



Fig. 9. Réseaux d'assainissement de la Commune de GETIGNE

5.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (ANC)

La commune de GETIGNE a confié la gestion des contrôles périodiques des équipements d'assainissement non collectif (ANC) au SPANC de la Communauté de Communes Sèvre, Maine & Goulaine. Le prestataire SAUR réalise les contrôles des installations (MAPA de prestation de service) sur la période 05/03/2015 au 05/03/2019.

Au total, 4 099 installations sont implantées sur l'ensemble du territoire pour une population d'environ 11 230 habitants (source INSEE 2014). Le système informatique de saisi des renseignements des contrôles des installations d'assainissement non collectif ne permet pas d'obtenir de renseignements de l'état des conformités par commune.

Tabl. 4 - Contrôle des installations d'assainissement non collectif de la Communauté de Communes (exercice 2016)

CONFORMITE	NOMBRE	%
Contrôlé	782	-
Conforme	310	39.6
Non conforme	472	40.4

5.3. PEDOLOGIE

La nature des sols détermine les possibilités de mise en œuvre des filières d'ANC sur les parcelles.

Les caractéristiques du sol, notamment sa perméabilité, doivent être connus pour permettre d'adapter la filière de traitement au terrain.

La nature des sols des zones urbanisées a été réalisée dans le cadre de la première étude de zonage d'assainissement eaux usées en 1998.

D'une manière générale les sols sont classés en 4 catégories :

➤ **Sols d'aptitude correcte (classe 1)**

Les sols de cette classe ne présentent aucune contrainte particulière à la mise en place d'un **épandage souterrain à faible profondeur, par tranchées filtrantes**. Ce sont des sols sains, filtrants, profonds, épurateurs, sableux à limono-sableux. Si la surface du terrain disponible n'est pas suffisante, il pourra être réalisé un filtre à sable vertical non drainé ou un lit d'épandage,

➤ **Sols d'aptitude moyenne (classe 2)**

Les sols de cette classe sont relativement sains et moyennement profonds (— 60 cm). Leur vitesse de percolation peut varier entre 20 et 40 mm/h. Ils sont de type limoneux à limono-argileux et moyennement filtrants. De ce fait, ils seront équipés d'un **épandage à faible profondeur surdimensionné** (longueur totale des tranchées augmentée d'au moins 35 % vis-à-vis des sols d'aptitude correcte),

➤ **Sols d'aptitude médiocre (classe 3)**

Les sols de cette classe sont limono-argileux à argileux, nettement hydromorphes et insuffisamment filtrants et épurateurs ; ils nécessitent la mise en place d'ouvrage d'assainissement non collectifs spécifiques (**filtres à sables drainés,...**),

➤ **Sols d'aptitude quasi-nulle (classe 4)**

Cette classe concerne les sols fortement argileux et/ou hydromorphes des zones inondables ainsi que les sols superficiels (sur sous-sols rocheux dès 30 cm de profondeur), ils nécessitent la mise en œuvre la mise en place de lits filtrants drainés intégrés à la pente (voire à des tertres d'infiltration).

GETIGNE :

La nature des sols étudiés à GETIGNE étant peu favorable à l'assainissement non collectif, la technique à privilégier sera celle du filtre à sable verticale drainé.

NOTA BENE :

L'étude de zonage d'assainissement ne se substitue pas aux études de sol à la parcelle qui sont nécessaires à la définition des filières d'assainissement non collectif à mettre en œuvre.

5.4. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT E.U. ACTUEL

Le plan de zonage d'assainissement actuellement en vigueur a été élaboré en 2007, puis validé suite à enquête publique (11/06/2007 au 11/07/2007).

Ce plan de zonage avait intégré en zone relevant de l'assainissement collectif (AC) l'ensemble des zones urbanisées et urbanisables de l'agglomération de GETIGNE et les villages de La Coussaie, Haute-Gente et l'Annerie.

Les autres secteurs étant dédiés à l'assainissement non collectif (ANC).

Aujourd'hui, les trois villages de La Coussaie, Haute-Gente et l'Annerie sont équipés de réseaux d'assainissement collectif. Les secteurs de La Coussaie et l'Annerie sont raccordés au réseau EU Communale par refoulement et Haute-Gente dispose d'une station d'épuration indépendante.

Afin de visualiser les évolutions du zonage d'assainissement EU : le plan de zonage d'assainissement EU de 2007 est reporté sur la carte du projet de révision du plan de zonage d'assainissement EU : cf. plan n°4-51-3261-EU1.

Le plan de zonage eaux usées actuellement en vigueur est présenté page suivante.

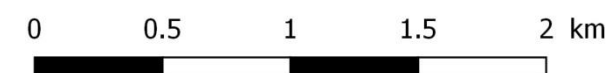
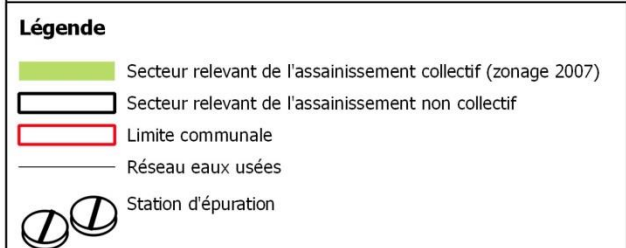
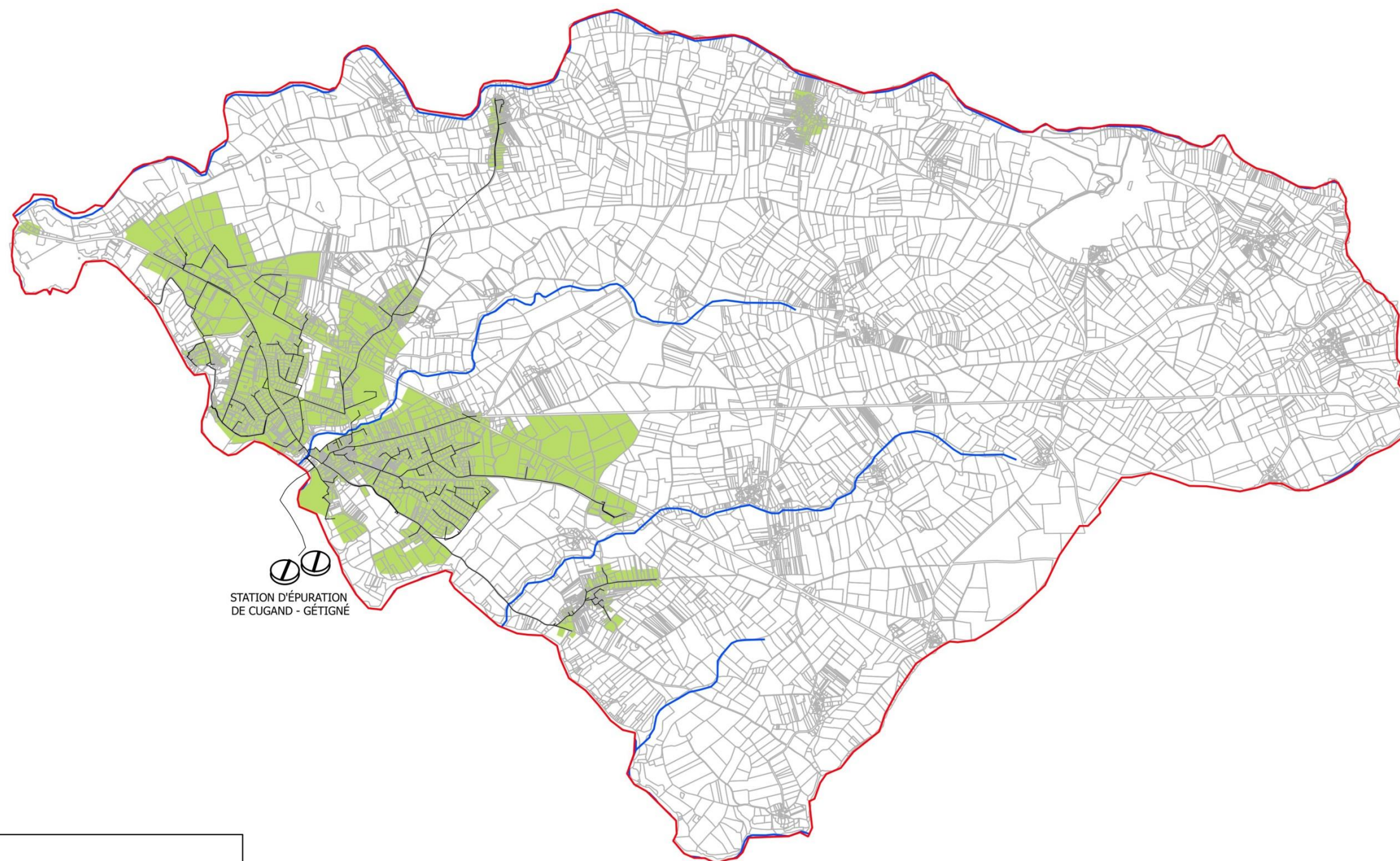


Fig. 10. Plan de zonage eaux usées Commune de GETIGNE (2007)

6. REVISION DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'objectif de cette révision de zonage est d'actualiser les zones d'urbanisations futures du nouveau PLU aux secteurs dédiés à l'assainissement collectif.

6.1. ELEMENTS TECHNIQUES PRIS EN COMPTE DANS L'ELABORATION OU LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Les éléments pris en compte dans la révision du zonage d'assainissement sont les suivants :

- **La qualité des sols** qui présente une aptitude plus ou moins favorable à la mise en œuvre de techniques autonomes. Pour réaliser de l'assainissement autonome dans de bonnes conditions, les sols doivent être profonds et perméables. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, des techniques de substitution basées sur de la filtration sur sable sont préconisées. Le dispositif peut être drainé lorsque la perméabilité du sol est insuffisante.

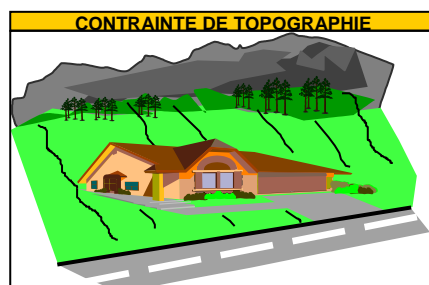
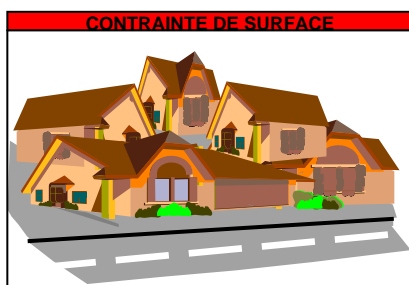
Dans le cas présent, les sols étudiés sont peu favorables à l'assainissement non collectif, en raison d'une épaisseur insuffisante et/ou de la présence de la nappe à faible profondeur. La technique d'assainissement non collectif à privilégier sera celle du filtre à sable vertical drainé ou du terre filtrant.

- **La typologie de l'habitat**, c'est-à-dire la prise en compte des caractéristiques des parcelles attenantes à l'habitation : superficie, topographique du site, occupation des parcelles, présence d'exutoire en limite de propriété.

A l'exception de quelques logements dans certains villages, les habitations comprises dans la révision du zonage EU ne présentent pas de contraintes d'habitat. Pour ces habitations, des dispositifs compacts ou des équipements communs à deux habitations (avec convention) pourront être mis en place.

- **La sensibilité du milieu**, c'est-à-dire la protection des ressources en eau : nappes, ruisseaux, rivières. La Commune de GETIGNE doit prendre en compte la qualité des cours d'eau qui la traversent, ainsi que la sensibilité du milieu récepteur.
- **L'hygiène publique**, notamment les écoulements d'eaux usées dans les caniveaux ou fossés conduisant à des nuisances sanitaires et olfactives.
- **Les perspectives du développement de la Commune de GETIGNE** qui correspondent aux zones constructibles. Le zonage d'assainissement est donc établi en considération des zones d'extension d'habitat. Une remise à jour du zonage d'assainissement peut être nécessaire périodiquement du fait de ces évolutions, objet de la présente révision.
- **Les aspects financiers** liés à la réalisation de l'assainissement collectif coûtent en général cher. Pour être économiquement supportable par la collectivité, le ratio correspondant au nombre de raccordements / linéaire de canalisation doit être le plus élevé possible. La limite économique se situe autour d'une valeur de 1 branchement pour 25 à 30 mètres de canalisations gravitaires réalisées. Au-delà de cette limite, il est économiquement préférable de maintenir les habitations en assainissement autonome.

Le zonage est donc un compromis qui doit permettre de répondre aux possibilités techniques et financières, aux exigences de la protection du milieu, de la salubrité publique et du développement futur de la commune.



CONTRAINTES TYPOLOGIQUES

CONTRAINTES DE SOL



Classes d'aptitude des sols	Contraintes du sol	Dispositif d'assainissement individuel préconisé
Très favorable	Aucune	Epandage souterrain par tranchées d'infiltration
Favorable	Sols sains mais moyennement profonds	Filtre à sable vertical non drainé
Peu favorable	Sols superficiels et/ou argileux et/ou hydromorphes	Filtre à sable à flux vertical drainé
Défavorable	Sols en zone inondable ou très peu épais (rocher)	Filtre à sable drainé avec pompage aval ou terre filtrant

6.2. DESCRIPTION DU NOUVEAU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

A l'issue de plusieurs réunions de travail et après examen des propositions de zonage d'assainissement par secteur, le Conseil Municipal a retenu le nouveau zonage d'assainissement EU :

- les zones relevant de l'assainissement collectif sont l'agglomération de GETIGNE et les villages de La Coussaie – l'Annerie et Haute-Gente, y compris les zones urbanisées et urbanisables situées en périphérie actuellement non raccordée,
- le reste de la commune est classé en zone relevant de l'assainissement non collectif (ou individuel).

Les modifications apportées au zonage d'assainissement sont : l'adaptation du périmètre de l'assainissement collectif aux zones d'urbanisation future situées en périphérie de l'agglomération.

Le nouveau plan de zonage d'assainissement EU (révision n° 2) est présenté par le plan n°4.51.3261 – EU1 (Echelle 1/7 500) annexé au présent rapport.

La légende du plan a été adaptée de manière à faire ressortir l'évolution du zonage d'assainissement entre la première version de 2007 et la révision de 2018.

7. INCIDENCE DE LA REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LES STATIONS D'EPURATION DE GETIGNE

7.1. SIA EU CUGAND - GETIGNE

La station d'épuration du SIA EU CUGAND - GETIGNE de type boues activées reçoit actuellement une charge polluante en pointe de 4 310 EH pour une capacité effective organique de traitement de 5 000 EH, soit un taux de remplissage organique d'environ 86 %.

La réserve de capacité de la station est donc de 690 EH, soit environ 830 habitants.

La révision du zonage d'assainissement de GETIGNE ne prévoit pas le raccordement de zones urbanisées situées à proximité (étude diagnostic 2016). L'augmentation de la pollution à traiter dépendra des communes de GETIGNE et de CUGAND :

- **Gétigne :**
 - Raccordement de zones urbanisées : sans objet,
 - Développement de l'habitat (PADD décembre 2018) : 650 logement sur 20 ans (1200 habitants), soit 1000 EH,
 - Zones d'activités : 10 ha sur 20 ans, soit 200 EH
- **Cugand :**
 - Raccordement de zones urbanisées : 130 logements soit 245 EH,
 - Développement de l'habitat (prévision du PLU) : 25 logement/an ou 375 logements sur 15 ans (1030 habitants), soit 860 EH,
 - Zones d'activités : 5.5 ha sur 15 ans, soit 110 EH

La pollution collectée atteindra à long terme environ 7 000 EH, soit 140 % de taux de remplissage à un horizon 15 ans. La capacité de traitement devrait être atteinte à un horizon 5 ans.

Le schéma directeur d'assainissement du SIA EU de CUGAND-GETIGNE (juin 2016) a préconisé 3 solutions :

- **Solution 1** : extension de la filière de traitement existante à 7 000 EH,
- **Solution 2** : construction d'une nouvelle station d'épuration d'une capacité de 7 000 EH (site actuel ou autre site non défini),
- **Solution 3** : construction d'une nouvelle station d'épuration d'une capacité de 3 700 EH pour les eaux usées de la Commune de GETIGNE et réutilisation de la station d'épuration existante pour les eaux usées de CUGAND.

Les Communes de CUGAND et GETIGNE, conscientes des travaux d'extension de la station d'épuration à réaliser à court terme, ont décidé d'engager une mission de maîtrise d'œuvre préalable au renforcement de la capacité de traitement.

Les équipements d'épuration seront donc adaptés aux projets de développement de la Commune de GETIGNE (sous réserve de réalisation des travaux d'extension de la station d'épuration).

7.2. HAUTE GENTE

La station d'épuration de type filtres plantés de roseaux reçoit actuellement une charge polluante d'environ 50 EH pour une capacité effective organique de traitement de 100 EH, soit un taux de remplissage organique 50 %.

La révision du zonage d'assainissement ne prévoit le raccordement de zones urbanisées ni de création de zones urbanisable en périphérie du village. La densification et l'éventuelle extension du réseau EU aux habitations situées à proximité du secteur assaini représente un potentiel d'environ 15 logements.

A long terme, la pollution supplémentaire à traiter pourrai atteindre environ 30 à 40 EH supplémentaires.

La pollution collection atteindra donc 80 à 90 EH, soit 80 à 90 % de taux de remplissage.

La station d'épuration du village de Haute-Gente présente donc une capacité adaptée aux projets de développement du village.

8. PRESENTATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

8.1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

8.1.1. GENERALITES

En application de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes ou leurs établissements publics de coopération doivent définir après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1^{er} du code de l'environnement leur plan de zonage d'assainissement.

Après étude préalable, ce plan de zonage d'assainissement EU doit délimiter :

- 3) les zones d'assainissement collectif, où la collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- 4) les zones relevant de l'assainissement non collectif, où la collectivité est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.

Le zonage est soumis à enquête publique avant d'être approuvé par la Collectivité compétente. Les prescriptions résultant du zonage doivent être intégrées dans le Plan Local d'Urbanisme.

Les études préalables au zonage d'assainissement ont été réalisées en 1999.

La Commune de GETIGNE a confié la compétence assainissement collectif (AC) au « SIA EU de CUGAND-GETIGNE » pour les postes de refoulements et la station d'épuration et est responsable de la compétence assainissement des réseaux EU gravitaires souhaite aujourd'hui réviser à nouveau son plan de zonage d'assainissement EU afin de l'adapter au futur document d'urbanisme.

Cette révision n°2 du zonage d'assainissement EU fait l'objet d'une nouvelle carte de zonage qui devra être soumise à enquête publique.

En effet, l'étude de zonage d'assainissement EU est soumise à enquête publique comme le précise l'article R2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui mentionnent que :

« L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L2224-10 est conduite par le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement. »

Selon l'article R2224-9 du CGCT : *« Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage d'assainissement EU envisagé. »*

L'article R2224-7 précise les modalités de classement en zone d'assainissement non collectif : *« Peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif. »*

8.1.2. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Les articles L122-4 à L122-9 du code de l'environnement détaillent les règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.

Le décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 (ou article R122-17 du code de l'environnement) précise que les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales (soit les plans de zonage d'assainissement EU et EP) sont susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale.

L'article R122-18 du code de l'environnement précise les modalités de l'examen au cas par cas.

Le contenu du rapport d'évaluation environnementale est précisé par les articles L122-6 et R122-20 du code de l'environnement.

Les modalités de consultation de l'Autorité Environnementale, ainsi que les modalités de délivrance de l'avis de l'Autorité Environnementale sont détaillées à l'article R122-21 du code de l'environnement.

8.1.3. ENQUETE PUBLIQUE DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Selon l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales, les plans de zonage d'assainissement font l'objet d'une enquête publique dans les formes prévues par les articles L123-1 à L123-18 et R123-1 à R123-27 du Code de l'Environnement :

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise.

L'enquête est conduite par un commissaire enquêteur choisi par le président du tribunal administratif.

La durée de l'enquête est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser, elle ne peut être inférieure à 30 jours.

L'information du public est assurée selon l'article R123-11 quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête.

Les observations, propositions et contre-propositions du public sont consignées sur le registre d'enquête, ou adressées par correspondance au commissaire enquêteur, ou reçues directement par le commissaire enquêteur.

Selon l'article R123-14, le commissaire enquêteur peut faire compléter le dossier auprès du Responsable du projet par des documents utiles à la bonne information du public.

Dans un délai de 8 jours après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur informe le responsable du projet, plan ou programme des observations consignées dans le registre. Ce dernier dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit ensuite le rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les propositions recueillies. Ce rapport et les conclusions sont rendus publics par voie dématérialisée et / ou affichage papier.

8.2. DESCRIPTION DE LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE AU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

Les différentes étapes de la procédure d'établissement, de validation et d'approbation du plan de zonage d'assainissement EU sont les suivantes :

- Elaboration du dossier technique du plan de zonage EU (plan et notice descriptive),
- Le conseil municipal :
 - arrête le plan de zonage d'assainissement Eaux Usées,
 - décide de le soumettre à l'Autorité Environnementale dans la cadre d'un examen au cas par cas,
 - et autorise le Maire à prendre l'arrêté de mise à enquête publique.
- Elaboration du dossier d'examen au cas par cas et transmission à la DREAL (Autorité Environnementale) pour instruction,
- Accusé de réception du dossier d'examen au cas par cas par la DREAL,
- La DREAL par arrêté préfectoral, dispense ou non la commune de la réalisation d'une évaluation environnementale spécifique du plan de zonage d'assainissement EU. Elle peut cependant exiger que cette évaluation environnementale soit intégrée à celle du PLU (si en cours d'élaboration ou révision),
- Elaboration et diffusion du rapport de l'évaluation si procédure exigée,
- Enquête publique en parallèle celle du PLU.

8.3. DECISION POUVANT ETRE ADOPTEE AU TERME DE L'ENQUETE

Au terme de l'enquête, le plan de zonage d'assainissement doit être approuvé en conseil municipal, afin d'être opposable aux Tiers.

8.4. AUTORITE COMPETENTE POUR CONDUIRE ET DECIDER

La Commune de GETIGNE a confié la compétence assainissement collectif (AC) au « SIA EU de CUGAND-GETIGNE ».

Conformément à l'article L2224-10 du code général des collectivités locales, l'enquête publique du plan de zonage d'assainissement EU est conduite par **Monsieur le Maire de GETIGNE**.

SAINT-HERBLAIN,
Mars 2019



DIRECTION REGIONALE OUEST
8 Avenue des Thébaudières – C.S. 20232
44815 SAINT HERBLAIN CEDEX
Tél. : 02 28 09 18 00
Fax : 02 40 94 80 99

ANNEXE 1

PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EU
REVISION N° 1
N° 4-51-3261 – EU1 (Echelle 1/7 500)